

CountrySide

N° 177

European Landowners' Organization

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2018 - BIMENSUEL- FR



Les populations de sangliers en Europe

L'évolution des populations et les conséquences pour la gestion



Editorial

Thierry de l'ESCALLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3** Les populations de sangliers en Europe
L'évolution des populations et les conséquences pour la gestion
-
- 6** Lancement du plus récent rapport RISE :
Quels sont les espaces d'exploitation sûrs
pour le bétail de l'UE ?
-
- 8** Session plénière de WE à Bückebug

10 années de performances exceptionnelles
en matière de conservation - le prix Markhor
de CIC
-
- 10** Événements de 'renforcement des capacités'
- partage des meilleurs exemples et discus-
sion des résultats du projet FORBIO
-
- 11** COFARM - 5e réunion transnationale

Aperçu des législations nationales concernant
l'entrepreneuriat social - 2ème réunion trans-
nationale de FARMID en Autriche
-
- 12** 'Les demeures et domaines historiques
s'emparent de l'Année européenne du patri-
moine culturel 2018 avec un nouveau projet !'
-
- 14** Renouvellement des générations dans
l'agriculture : Réseau rural national irlandais
: étude de cas relative à un jeune agriculteur
formé
-
- 16** Agenda

Ébullition à mort

Le réchauffement planétaire augmentera très probablement les températures mondiales de 1,5 degrés Celsius au cours des deux prochaines décennies. Pour beaucoup, cela peut sembler peu ; pas assez pour enlever votre écharpe en hiver ou acheter de nouveaux vêtements d'été. Cependant, penser ainsi serait une erreur catastrophique pour les individus, les agriculteurs et les écosystèmes. Sommes-nous déjà au bord de l'abîme ou pouvons-nous encore trouver un meilleur moyen ?

En tant que gestionnaires terriens, nous observons déjà des signes graves et profondément préoccupants. Des incendies de forêt non seulement dans le sud mais aussi dans le nord de l'Europe. Des semaines et des mois sans une goutte d'eau dont on a désespérément besoin pour nos cultures. Des événements climatiques extrêmes qui anéantissent nos champs et parfois nos maisons.

Le GIEC a une « confiance profonde » dans le fait que « les communautés locales dépendantes de l'agriculture » courent un risque disproportionné. En français courant cela signifie : le changement climatique ne nous met pas seulement au défi sur le plan économique, il menace également notre culture et notre mode de vie.

Notre planète ne pourra survivre que si nous obtenons des émissions nulles durables en provenance de toutes actions humaines et si nous le faisons très rapidement. Jusqu'à présent, tant l'Europe que la communauté mondiale n'ont pas fait de travail crédible pour apporter les changements systémiques profonds dont nous avons besoin.

Collectivement, nous continuons à vivre pour le moment présent, le prochain trimestre ou le rapport annuel, et différions le moment d'agir réellement. Cependant, tout retard supplémentaire fait peser une charge extraordinaire sur nos enfants et met notre campagne en péril. Nous avons maintenant dépassé le point des sommets et des déclarations ; nous sommes déjà en retard pour commencer. Le moment est venu de trouver des solutions.





© Shutterstock 2018

Les populations de sangliers en Europe L'évolution des populations et les conséquences pour la gestion

*Les populations de sangliers (*Sus scrofa*) ont augmenté régulièrement à travers l'Europe. Leur augmentation dans les années 60 et 70 a été suivie d'une période de stabilisation dans les années 80. Toutefois, selon des données récentes, le nombre de sangliers s'accroît plus rapidement depuis les années 90.*

Dr. Jurgen TACK, Directeur scientifique, ELO

Les estimations actuelles de la population de sangliers reposent sur différentes données concernant la population approximative et son évolution. Bien que les tableaux de chasse et les battues fournissent des données intéressantes pour les chercheurs, comme l'indication de la taille et de la densité de la population, cette méthode reste néanmoins peu fiable et inégale.

Maladies

Les sangliers seraient responsables de la propagation de plusieurs maladies chez les animaux d'élevage et les humains. Au cours des 30 dernières années, le nombre de déclarations de maladies chez le sanglier en Europe a considérablement augmenté.

Malgré des progrès considérables ces 20 dernières années, la peste porcine, également connue sous le nom de choléra porcine, demeure l'une des principales maladies virales chez les porcs, aussi bien en Europe que dans le monde. Les populations de sangliers jouent un rôle essentiel dans la propagation en tant que réservoir de la peste porcine classique en Europe. La maladie peut se propager rapidement chez le sanglier et contamine facilement les porcs domestiques, des apparitions occasionnelles continuant d'être enregistrées au Royaume-Uni, en Allemagne, en Pologne et en Hongrie, entre autres.

La récente apparition et propagation de la peste porcine africaine (PPA) en Europe de l'Est, et plus récemment en Belgique, est considérée comme une grave menace pour l'industrie du porc dans l'Union eu-

ropéenne (UE). La PPA est dévastatrice pour l'industrie du porc, provoquant des pertes massives dues essentiellement à l'abattage et à la mortalité des animaux contaminés. Les autres pertes économiques dues aux restrictions commerciales peuvent être sévères.

Agriculture

En Europe, le sanglier est la principale cause de dégâts sur les cultures agricoles et les dégâts qu'ils causent ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies. Par conséquent, on observe une hausse des conflits entre humains et animaux sauvages, une augmentation des dépenses d'indemnisation par des entités privées et des gouvernements ainsi qu'une menace accrue pour les écosystèmes naturels.

Plusieurs facteurs ont été cités comme ayant une influence sur l'évolution des populations de sangliers, notamment la culture accrue de céréales et le nourrissage artificiel ; toutefois, le changement climatique est considéré comme l'un des principaux facteurs contribuant à l'accroissement des populations.

La disponibilité accrue des cultures agricoles tout au long de l'année a certainement joué un rôle essentiel dans la croissance des populations de sangliers.

La nourriture peut influencer la démographie de 3 façons :

1. La baisse de la mortalité des jeunes sangliers : elle permet aux marcassins de survivre aux hivers froids jusqu'à l'automne

2. La disponibilité de la nourriture a une forte incidence sur l'activité reproductrice, augmente la fertilité et la taille des portées
3. La disponibilité de la nourriture a un effet sur l'âge de la première reproduction

Pose de clôtures

Certains auteurs considèrent la pose de clôtures comme la méthode la plus efficace pour éviter les dégâts causés par les sangliers. D'autres n'ont pas vu d'impact significatif. Toutefois, le sanglier pouvant sauter jusqu'à 1,5 mètre de haut, toute clôture devra être suffisamment élevée et solide pour empêcher réellement ses déplacements. Des investissements financiers considérables seraient nécessaires pour protéger les cultures. Les clôtures peuvent protéger des zones limitées dans une certaine mesure, mais peuvent également provoquer des dégâts supplémentaires dans des zones adjacentes ou dans des zones moins protégées.

Gestion

Si elles sont gérées correctement, les populations de sangliers peuvent contribuer à l'économie locale, notamment dans des régions où l'agriculture est moins développée et où il y a moins de risque de conflits. Le sanglier peut générer un revenu à partir du tourisme, des activités de chasse, des produits régionaux, etc. Si la population est strictement contrôlée, l'espèce ne constitue pas une menace pour la biodiversité ou la foresterie. Dans des régions où les activités agricoles sont limitées ou dans des zones clôturées sans

activités agricoles, la croissance des populations peut être contrôlée et l'accès à la nourriture peut être mieux régulé. En cas d'importantes populations, le nourrissage supplétif ne devrait pas être autorisé dans ces régions. Les chasseurs, les propriétaires terriens et les écologistes ont des opinions divergentes sur les causes de l'augmentation des populations en Europe, ainsi que sur les différentes réponses pour la gérer.

Les propriétaires terriens privés cherchent à associer des objectifs de biodiversité à leurs activités économiques. Toutefois, les dégâts sur les terres agricoles et les forêts ces dernières années dus à l'augmentation des populations de sangliers remettent en cause leurs modèles économiques, sociaux et environnementaux combinés.



Le rapport d'ELO

Pour avoir un meilleur aperçu de la situation actuelle, des causes et des effets de ces populations en augmentation, et pour évaluer l'efficacité de certaines mesures prises en vue d'atténuer les interactions négatives entre humains et sangliers, ELO a décidé de chercher des réponses dans les très nombreux articles scientifiques sur le sujet.

Ce rapport n'est pas un article de recherche. Il s'agit de l'examen des très nombreuses études scientifiques disponibles sur l'espèce. Notre

étude repose sur des articles examinés par des pairs publiés au cours des 30 dernières années sur le sanglier en Europe et porte sur un grand nombre de disciplines de recherche.

Vous pouvez trouver une version complète de l'étude en anglais, français et italien sur le site web d'ELO : www.europeanlandowners.org/multimedia/publications/2018

Conclusions du rapport

1. Des analyses localisées indiquent que les populations de sangliers ont considérablement augmenté à travers l'Europe au cours des 30 dernières années.
2. L'augmentation des populations de sangliers a des conséquences sur la propagation des maladies, a un effet sur la santé humaine et animale, contribue aux interactions négatives entre humains et sangliers et provoque des dégâts sur les cultures agricoles et la biodiversité. Ces effets ont également un impact économique direct.
3. Le nombre d'accidents de la route impliquant des sangliers est en hausse.
4. La chasse n'a pas empêché la croissance des populations de sangliers. Cependant, il est certain que sans elle, le problème serait pire.
5. Il est établi que plusieurs facteurs, notamment la tendance à la baisse du nombre de chasseurs, l'évolution des pratiques de chasse, la reforestation et la disponibilité accrue de la nourriture (fruits forestiers, cultures agricoles) ont un effet sur la croissance des populations de sangliers.
6. Il apparaît clairement que le changement climatique est le principal facteur responsable de l'augmentation des populations de sangliers en Europe. Les températures hivernales et printanières plus douces ont une forte influence sur la reproduction (températures hivernales) et sur la survie des jeunes sangliers (températures printanières). Le changement climatique influence également la disponibilité de la nourriture (fruits forestiers et production agricole), renforçant encore les effets favorables du changement climatique sur l'espèce.
7. Les modifications des pratiques agricoles ont apporté deux éléments favorables à la croissance des populations :
 - une disponibilité alimentaire de choix
 - la quiétude et le refuge que la forêt n'apporte plus

Les recommandations du rapport

1. Créer une base de données européenne complète sur les populations de sangliers. Le manque actuel de données solides à l'échelle européenne ne peut être résolu que dans le cadre d'un effort collaboratif des scientifiques, des chasseurs et des défenseurs de l'environnement. L'élaboration de méthodologies de suivi européennes communes en vue de recueillir des données objectives à l'avenir et de regrouper les données existantes (à partir des tableaux de chasse et d'études localisées) permettrait une gestion plus efficace des populations de sangliers et des interactions moins négatives entre humains et sangliers.
2. Il faut radicalement changer les pratiques de chasse afin de garder sous contrôle les populations de sangliers :
 - un transfert vers des classes d'âge spécifiques (60% des descendants sont nés de sangliers âgés de moins de 2 ans ou moins, et plus de 30% de sangliers ont moins de 1 an) afin de limiter l'accroissement des populations ;
 - l'utilisation de la méthodologie la plus performante dans le domaine de la chasse ;
 - la diminution des restrictions concernant les battues tout au long de l'année ;
 - des périodes de chasse plus longues (toute l'année).
3. Le nourrissage de fixation des populations dans les forêts devrait être autorisé et coordonné. Une approche plus scientifique est nécessaire.
4. Au vu de la modification du comportement des populations de sangliers et des pratiques agricoles, il faut responsabiliser les gestionnaires des territoires des plaines refuges et ceux des territoires forestiers.
5. Le grand public devrait avoir un meilleur accès aux informations sur les interactions potentielles négatives entre humains et sangliers et sur la manière de les éviter.
6. La coopération entre gouvernements, scientifiques, propriétaires terriens, chasseurs et groupes de défense de l'environnement devrait être renforcée. Elle doit certainement être entre agriculteurs et chasseurs pour la mise en place des mesures de prévention des dégâts.
7. Des stratégies visant à diminuer les conflits entre humains et sangliers devraient être élaborées et adoptées.
8. Des mécanismes de soutien plus efficaces devraient être proposés aux gestionnaires privés des espèces sauvages (par ex. le label Wildlife Estates).
9. Les recommandations ci-dessus devraient être combinées et mises en œuvre en tenant compte des conditions locales.



Un temps pour vivre l'instant, un temps pour préparer l'avenir.

Vous souhaitez préserver durablement votre patrimoine pour les générations à venir.
Prenez le temps d'en parler avec nous: LGT Bank (Suisse) SA, téléphone +41 44 250 84 80

LGT. Votre partenaire pour des générations.
À Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich et sur plus
de 15 autres sites dans le monde. www.lgt.ch



**Private
Banking**

Lancement du plus récent rapport RISE : Quels sont les espaces d'exploitation sûrs pour le bétail de l'UE ?

En septembre dernier, la Fondation RISE a publié un nouveau rapport innovant sur l'avenir de l'élevage dans l'UE. Le rapport, intitulé « Quels sont les espaces d'exploitation sûrs pour le bétail de l'UE ? », est le résultat de près de deux ans de travail de la Fondation sur les impacts à la fois négatifs et positifs du secteur.

Annabelle WILLIAMS, Fondation RISE

Un résumé du rapport

Les animaux d'élevage apportent des avantages importants à la société : des nutriments pour la santé ; ils utilisent des pâturages qui ne sont pas disponibles pour la production alimentaire ; ils peuvent aider à recycler les sous-produits alimentaires et les nutriments ou façonner les paysages culturels et aider à gérer les écosystèmes que l'on aime. Ils fournissent des emplois, du plaisir et des avantages psychiques. Cependant, le bétail cause également des dommages considérables à la santé, à l'environnement et au bien-être. Les Européens consomment excessivement et inutilement des protéines animales et certains produits sont directement dangereux pour la santé. Le bétail est un important émetteur direct et indirect de gaz à effet de serre et d'ammoniac dans l'air et d'azote et de phosphore dans l'eau. La production animale contribue à la résistance antimicrobienne et à la propagation des zoonoses, et une partie de la production animale est associée à des pratiques inacceptables en matière de bien-être animal. De plus, il existe des interactions multiples et complexes entre ces avantages et ces inconvénients.

Reconnaissant le caractère complexe de ces problèmes, le rapport RISE cherche une approche permettant de définir et de quantifier un espace d'exploitation de travail sûr pour le bétail au sein de l'UE. Une analyse préliminaire des données de l'UE concernant notamment l'alimentation humaine et l'utilisation des pâturages, les gaz à effet de serre et les fuites de nutriments dans l'environnement suggère que le bétail de l'UE ne se trouve pas dans un espace d'exploitation sûr. Le 'SOS' (ang. Safe Operating Space) est à un niveau de consommation et de production considérablement inférieur, peut-être de 40% à 60% inférieur que les niveaux actuels.

Pour passer à un espace d'exploitation sûr, une action forte est nécessaire tant au niveau de la consommation que de la production. Il existe de nombreuses possibilités d'innovation pour réduire les impacts négatifs grâce à une utilisation plus efficace des ressources, à la sélection, au bâ-



timent, à la nutrition, à la gestion du fumier et à une densité et une concentration changeante de la production. Mais l'évaluation est que les actions de production ne peuvent à elles seules offrir des taux d'amélioration de l'efficacité suffisants pour atteindre les normes existantes en matière de GES, d'autres polluants et du bien-être. Par conséquent, la consommation doit s'ajuster. Cela peut être réalisé en modifiant le mélange de produits, de systèmes et d'espèces, en remplaçant les protéines naturelles alternatives (insectes, algues) et analogues (protéines cultivées), puis en passant aux protéines végétales

et en réduisant simplement l'apport protéique à celui requis pour la santé (qui, bien sûr, diffère grandement en fonction de l'âge, de la profession et d'autres facteurs).

Des mesures de politique collective sont nécessaires pour déplacer la production et la consommation vers son 'SOS'. Cependant, la politique stratégique de l'UE en matière d'alimentation, de santé et d'environnement n'a pas encore reconnu la nécessité d'un tel changement. Une enquête formelle de haut niveau devrait être ouverte pour démontrer ce besoin. Il conviendrait de demander aux autorités de propo-



Professeur émérite Allan BUCKWELL, Professeur Erik MATHIJS, Dr Elisabet NADEU

ser des mesures axées sur le consommateur afin de décourager la consommation nocive pour la santé et l'environnement, et d'encourager une consommation bénéfique pour la santé et l'environnement.

Au même moment, la politique agricole devrait encourager plus activement les changements structurels dans le secteur agricole afin d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources et de réduire les fuites et le gaspillage. La politique environnementale doit également renforcer les réglementations et directives existantes. La recherche est nécessaire pour mieux définir l'espace d'exploitation sûr et pour trouver les indicateurs et les guides

permettant aux agriculteurs de réduire les effets néfastes de la production animale.

En tant que l'un des plus grands blocs commerciaux de produits agricoles au monde, et avec des niveaux élevés de consommation et de production de bétail, l'UE peut aider à découvrir la voie qui mène au 'SOS' et bénéficier de l'avantage du précurseur.

Le lancement

Ouvert par un message vidéo du commissaire européen chargé de l'Agriculture et du Développement rural, Phil HOGAN, le lancement à Bruxelles faisait honneur à

la perspective équilibrée que recherche le rapport.

Comme toujours avec un tel sujet, il y a eu beaucoup de débats, mais également un effort concerté de toutes les parties prenantes pour adopter une approche constructive et positive et un accord général sur le fait que le concept de 'SOS' était un concept auquel toutes les parties pouvaient s'engager afin de travailler ensemble pour répondre aux défis du secteur.

Le rapport peut être téléchargé à partir de : <http://www.risefoundation.eu/publications>



Terres, pouvoirs et conflits : Une agro-histoire du monde

Pierre BLANC

Ed. SciencesPo - Les Presses
ISBN : 978-207246-2220-1

La terre prodigue ses ressources et confère la puissance à ceux qui se l'approprient. Les sociétés n'ont eu de cesse de se battre et de mourir pour elle : conquêtes, guerres civiles, autoritarismes, etc.

Parce que la possession de la terre demeure un moteur politique décisif, Pierre Blanc revisite l'histoire contemporaine en plaçant la question foncière au cœur des logiques de pouvoir.

Des fascismes européens aux dictatures latino-américaines, de la révolution chinoise aux guérillas colombiennes, combien de séquences politiques ont eu pour arrière-plan une terre mal distribuée ? Des Etats-Unis dans la guerre froide à la Russie d'aujourd'hui, de la Chine aux pays du Golfe qui investissent dans le monde, combien de pays ont exprimé une volonté de puissance et de sécurité par leur emprise foncière ? Des Kurdes aux Tibétains,

des Palestiniens aux Ouïgours chinois, combien de peuples ont vu leurs terres se dérober et leur rêve de reconnaissance ainsi entravé ?

Une agro-histoire du monde pour comprendre les enjeux géopolitiques du XXI^e siècle.

Pierre BLANC, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, docteur en géopolitique (HDR), enseigne à Bordeaux sciences agro et à Sciences Po Bordeaux. Il est également professeur invité à l'USJ (Beyrouth), à Sciences Po Lyon, à l'ENA et au CIHEAM, ainsi que rédacteur en chef de Confluences Méditerranée.



Session plénière de WE à Bückeberg

Gerardo GIL DE LA CALLE, Wildlife Estates

Cette année, le label Wildlife Estate (WE) a tenu sa session plénière à Bückeberg - Schaumburger Wald (Allemagne) ; domaine du réseau WE, les 4 et 5 septembre.

Dans l'après-midi du 4 septembre, M. von SCHAUMBURG-LIPPE a accueilli le Comité des directeurs du WE pour la réunion annuelle principale au palais de Bückeberg. C'est dans ce même lieu qu'il a présidé le dîner de gala, à l'issue duquel a eu lieu la cérémonie du label « Wildlife Estate ». Lors de cet événement, Konstantin KOSTOPOULOS et Thierry de l'ESCAILLE ont attribué le label à Fürstlich Stolberg-Stolberg'sche Forstverwaltung. Christoph zu STOLBERG-STOLBERG en recevant son diplôme a ex-

primé sa joie pour la reconnaissance de la bonne gestion de l'environnement par sa famille dans ce domaine où la foresterie, la chasse, le tourisme, l'éducation et la science sont parfaitement coordonnées.

Le 5 septembre, la conférence WE a réuni plus de cinquante forestiers, techniciens, agriculteurs, chasseurs, propriétaires fonciers, scientifiques et politiciens de plus de 13 pays de l'Europe à l'Amérique. Ils ont passé en revue les défis auxquels les propriétaires fonciers sont confrontés pour continuer à déployer leur potentiel en tant qu'acteurs dotés des capacités les plus élevées pour fournir tous les avantages environnementaux à la société, tout en assurant la

résilience naturelle.

Les défis abordés concernaient la protection des espaces européens, à savoir le réseau Natura 2000. Certains de ses éléments naturels, comme la réapparition du loup et son influence sur de nombreuses activités, ne sont pas suffisamment compensés des effets qu'ils ont sur les activités environnementales privées.

La session s'est terminée par une visite de la zone du domaine hôte concernée par Natura 2000, au cours de laquelle les participants ont pu profiter des explications fournies par son responsable (Ing. C. WEBER).

Pour plus d'informations : www.wildlife-estates.eu

8

10 années de performances exceptionnelles en matière de conservation - le prix Markhor de CIC



En novembre 2018, le Conseil international pour la conservation du gibier et des espèces sauvages (CIC) remettra pour la sixième fois le prestigieux prix Markhor dans le cadre de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) à Charm el-Cheikh, Cheikh, Egypte.

Le nom de ce prix vient des espèces de chèvres de montagne menacées d'Asie centrale, le markhor, ramené du seuil de l'extinction, avec une démographie multipliée par 25 ces dernières années grâce à un tourisme de chasse durable. Les revenus de la chasse profitent directement aux communautés locales, les impliquant ainsi dans la conservation de leur faune.

Le prix Markhor de la CIC récompense des projets de conservation multinationaux qui lient la conservation de la biodiversité et des moyens de subsistance humains par l'application de principes d'utilisation durable, et accorde une attention particulière aux projets qui impliquent une coopération transfrontalière et des partenariats innovants pour la conservation et les ressources naturelles.

Le prix Markhor est décerné tous les deux ans à l'occasion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique. Au cours des dernières années, des projets de conservation associant conservation de la biodiversité et moyens de subsistance humains grâce à

l'application des principes d'utilisation durable, notamment de chasse, dans le cadre de la gestion de la faune et des écosystèmes, ont reçu ce prix d'excellence, la plupart d'entre eux étant basés sur des pratiques communautaires de conservation de la faune.

Cette année, le lauréat du prix Markhor sera révélé pendant la quatorzième Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB COP14), le 21 novembre, en tant que partie intégrante du 2e Forum sur la faune sauvage du Partenariat de collaboration sur la gestion durable de la faune (CPW).

Equipe CIC

DEUTZ-FAHR.
TECHNOLOGY DRIVEN
PRODUCTIVITY.



Leading tractors and combine harvesters.

Innovative technology, attractive design, comfort and efficiency - DEUTZ-FAHR offers a complete range of tractors from 35 HP to 340 HP and combine harvesters from 250 HP to 395 HP. The combination of an excellent product range, coupled with advanced precision farming systems, enables DEUTZ-FAHR to provide a tailor-made technology solution to allow maximum productivity in the field and on the road. All in all DEUTZ-FAHR is the perfect partner for any farming business.

To discover more please contact a DEUTZ-FAHR dealer or visit deutz-fahr.com.

Événements de 'renforcement des capacités' - partage des meilleurs exemples et discussion des résultats du projet FORBIO

Le projet FORBIO (ang. *Fostering Sustainable Feedstock Production For Advanced Biofuels On Underutilised Land In Europe*) est entré dans sa phase finale. Au bout de près de 33 mois, le moment est venu de partager ses meilleurs exemples via les événements de formation et les journées d'information.

Emmanuelle MIKOSZ, ELO

FORBIO

L'objectif principal des événements de 'renforcement des capacités' dans les pays concernés était de réunir les propriétaires fonciers, les agriculteurs, les acteurs locaux et les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en biomasse dans le but de les encourager à lancer ces chaînes d'approvisionnement locales durables en bioénergie sur des terres sous-utilisées. Les partenaires ont organisé des formations dans les pays concernés : Belgique, Pologne, Roumanie, Hongrie et Royaume-Uni. L'objectif était d'informer les parties prenantes des résultats du projet, principalement de la faisabilité agronomique et technico-économique des études de cas réalisées dans les pays cibles, en indiquant que de tels projets étaient économiquement réalisables. Les résultats de l'évaluation de la durabilité, qui montre que le processus est durable, y ont été présentés. Ils étaient également l'occasion de discuter des obstacles politiques dans divers pays et au niveau européen afin d'identifier des actions pour les supprimer.

ELO a organisé deux journées d'information en Belgique, la première à Westmalle en mai dernier et la seconde à Libramont en juillet dernier.

La 1^{ère} journée d'information organisée en Flandre a été l'occasion non seulement d'expliquer FORBIO aux parties prenantes locales (propriétaires fonciers, agriculteurs, producteurs de cultures énergétiques, décideurs locaux), mais également le moment idéal pour en savoir plus sur des projets similaires. Dr. Jurgen TACK, Directeur general de *Landelijk Vlaanderen* et Valérie VANDENABEELE, Aanspreekpunt Privaat Beheer Natuur en Bos, ont expliqué les raisons pour impliquer les organisations de propriétaires fonciers dans ce projet Horizon 2020. Mario CLEMMENS et Dirk DUBIN ont présenté Bio2clean, focalisé sur la phytoremédiation. Avec cette technique, les plantes (y compris les arbres) sont utilisées pour la capture, l'élimination, la conversion et / ou la dégradation de substances nocives dans les sols ou les eaux (souterraines). Tous ont souligné le lien avec les objectifs de FORBIO. Marije STEENACKERS, Institut de recherche sur la nature et la forêt, conseillère auprès de la FAO, a donné l'exemple du peuplier et du saule pour la phytoremédiation afin de mieux expliquer les nombreux liens entre des projets tels que FORBIO et Bio2clean, soulignant ainsi l'importance pour les chercheurs de comprendre les besoins des parties prenantes locales.

La 2^{ème} journée d'information organisée lors de la Foire de Libramont, la plus grande foire annuelle de l'agriculture et de la sylviculture de Belgique, a été l'occasion de découvrir en plus le cas particulier de ValBiom. Les Dr. Aricia EVLARD et Ir Lucas GOSSIAUX se sont concentrés sur la phytogestion et les cultures dédiées pour mieux expliquer les projets en cours. L'association ValBiom a pour objectif principal de stimuler et de faciliter la réalisation d'initiatives durables intégrant la production de biomasse et sa transformation en énergie et en matériaux. Marie-Alice

BUDNIOK, directrice juridique d'ELO, a présenté les résultats de FORBIO et animé le débat.


Les participants des deux journées ont souligné la nécessité d'améliorer continuellement la coopération entre les chercheurs et les parties prenantes. Ils ont souligné combien il était important de mettre sur le marché les années d'expertise scientifique, et le rôle des gouvernements locaux et nationaux pour soutenir une telle démarche (p. ex. dans le cas de Bio2Clean via une start-up spin-off).

Tous les participants ont été particulièrement intéressés par les résultats économiques des études de cas. Ils ont mis en exergue les exigences locales en matière de développement durable. Tous ont souligné qu'il serait très utile de disposer d'un outil permettant de rassembler des études de cas, comme celles analysées par FORBIO, car il est coûteux en temps de trouver des exemples pertinents.

Enfin, ils ont également souligné l'importance de partager au sein de l'UE les bonnes pratiques permettant d'assurer des revenus supplémentaires tout en évitant les erreurs lors de la planification de tels investissements. Ils étaient très intéressés par les conclusions et le suivi du projet FORBIO.

Par conséquent, le consortium FORBIO est heureux de confirmer que le suivi de l'élaboration de ses recommandations et la mise en place d'une plateforme web seront achevés dans le cadre du prochain projet Horizon 2020, intitulé « BIOPLAT EU ».

<https://forbio-project.eu/>
@FORBIO_H2020



Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'Équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland / Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre / Tel. +32 10 232 956 / Fax +32 10 232 959 / e-mail: agriland@agriland.be



COFARM – 5^e réunion transnationale

Maeve HOWE, ELO



Enhancing
COoperation amongst
FARMing entrepreneurs
Project N°: 2016-1-ES01-KA202-016870

Les partenaires du projet CO-FARM se sont réunis à Florence, en Italie, les 24 et 25 septembre dernier. La priorité de cette réunion était de passer en revue les modules de formation sur lesquels les partenaires ont travaillé pendant l'été. Les modules de formation constituent la dernière pièce de l'ensemble du système de formation et couvrent tous les principes fondamentaux de la coopération entre agriculteurs ; à commencer par la coopération jusqu'à la gestion des attentes et à la planification d'une 'stratégie de sortie' pour mettre fin à la coopération.

Au cours de la réunion, nous avons eu l'occasion de visiter le moulin à huile d'olive, la boutique et le restaurant qui sont gérés par *Olivicoltori Toscani Associati*, une coopérative de producteurs d'oliviers de toute la Toscane. La coopérative a été créée en 1984 et produit de l'huile d'olive extra vierge dotée d'une indication géographique protégée.

L'usine presse environ 2 000 tonnes d'olives chaque année et fonctionne 24 heures sur 24 pendant les périodes de pointe afin de gérer le volume d'olives que les agriculteurs apportent des collines environnantes. L'huile est exportée dans le monde entier et une grande partie est vendue aux États-Unis, où ce type de produit de qualité supérieure est en forte demande. La coopé-



ratrice a pris des mesures ces dernières années pour réduire son empreinte environnementale en réduisant la quantité d'eau utilisée dans le traitement de l'huile d'olive et dans l'utilisation du biogaz fabriqué à partir de la pulpe de déchets pour alimenter ses opérations.

La boutique (La Bottega del Frantoio) et le restaurant (Agriosteria del Frantoio) sont situés juste à côté de l'usine, ce qui constitue une valeur ajoutée pour les consomma-

teurs intéressés par la provenance et les méthodes de transformation de ce qu'ils mangent. Le restaurant est ouvert tous les jours pour le déjeuner et le dîner et sert une cuisine toscane traditionnelle. Beaucoup de plats sont préparés avec de l'huile d'olive et le restaurant sert même de la glace à l'huile d'olive !

Pour plus d'information sur la Olivicoltori Toscani Associati :
www.olivicultoritoscani.it.



Funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



This project has been funded with support from the European Commission. This publication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Aperçu des législations nationales concernant l'entrepreneuriat social – 2^{ème} réunion transnationale de FARMID en Autriche

Servane MORAND, ELO



11

Les 13 et 14 septembre, les partenaires de FARMID se sont réunis pour la 2^e session transnationale au siège de ChanceB à Gleisdorf, en Autriche. Le projet FARMID a été lancé en 2017 et regroupe des partenaires slovènes, autrichiens, espagnols, italiens et belges. Le projet vise à promouvoir l'emploi de personnes atteintes de déficiences intellectuelles légères qui, souvent, ne bénéficient pas des mêmes possibilités d'emploi. La réunion a été une occasion pour tous les partenaires de présenter des cas d'études de leurs pays, en soulignant les meilleures pratiques et les recommandations qui seront utilisées comme supports de formation. Les cas d'études comprenaient un aperçu des législations nationales relatives à l'entrepreneuriat social et, dans la mesure du possible, des liens avec le secteur agricole afin de déterminer comment

créer des entreprises sociales dans des exploitations agricoles. Le développement du 'curriculum' était également à l'ordre du jour, un curriculum théorique et pratique qui présentera des connaissances, des aptitudes et des compétences particulières aux agriculteurs qui emploieront et travailleront avec les personnes avec un léger handicap mental dans les exploitations agricoles.

Le deuxième jour, les partenaires ont visité une ferme ChanceB, fonctionnant avec 2 services sociaux : soins quotidiens et participation au travail de personnes considérées comme « inemployables ». 40 personnes

travaillent à la ferme, six par groupe et assisté chacun par un formateur. Les activités sont diverses, du jardinage au nettoyage en passant par l'agriculture. Les employés se relaient pour travailler dans toutes les stations, l'objectif final étant d'obtenir un emploi en dehors de la ferme sociale.

Cette ferme est 100% biologique et présente une grande diversité de produits : pommes, plantes, baies, pâtisseries, pain, etc. Ses produits sont en vente sur les marchés de producteurs. Elle coopère également avec d'autres marchés locaux et en ligne.



Funded by the
Erasmus + Programme
of the European Union



This project has been funded with support from the European Commission. This publication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

'Les demeures et domaines historiques s'emparent de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018 avec un nouveau projet !'

Le projet 'Heritage Houses for Europe. Exchange & Innovate', lancé en juillet, a démarré sur les chapeaux de roues. Conçu pour les demeures et domaines historiques familiaux, il est fait pour vous. Découvrez comment y participer.

Lucie MARET, EHHA & Marie ORBAN, ELO



L'expérience conjointe de l'Association européenne des demeures historiques et *European Landowners' Organization* sur les demeures historiques et domaines possédés par des familles, leur ont permis d'établir un certain nombre de constats sur le secteur.

Les demeures historiques familiales sont un creuset de culture européenne et incarnent la notion de patrimoine européen. C'est un secteur dynamique créateur d'emplois et de croissance intelligente, durable et inclusive. Elles sont également sources de retombées sociales et environnementales positives pour les citoyens européens.

Toutefois, **elles sont la face cachée du patrimoine culturel. Nous avons identifié un manque de données systémiques globales sur le secteur des demeures historiques familiales.**

L'une des spécificités de ce patrimoine est que **le fardeau et la responsabilité de son maintien incombe exclusivement** à ses propriétaires. Difficultés et coûts importants sont le corollaire de sa préservation.

Les demeures historiques privées cristallisent de nombreux défis tels que trouver des modes de financement et de gestion innovants de génération en génération ainsi que mettre en œuvre de nouveaux modèles de gouvernance.

Le projet financé par la Commission européenne 'Heritage Houses for Europe. Exchange & Innovate', nous a été octroyé, avec IDEA Consult. C'est déjà un grand succès de lobby pour nos Associations, qui sont parvenues à convaincre les institutions européennes de la nécessité d'évaluer les potentialités du secteur ainsi que d'investir dans ce dernier.

EUROPEAN HISTORIC HOUSES

EUROPEAN YEAR OF CULTURAL HERITAGE 2018

Enhancing sustainable entrepreneurship for private heritage houses

6 NOVEMBER 2018 FROM 14H30 TO 18H00
HOSTED BY THE EUROPEAN COMMITTEE OF THE REGIONS

Special guests

Themis **CHRISTOPHIDOU**, Director-General, Directorate-General for Education, Youth, Sport and Culture

Stephan **BERN**, Journalist and founder of Foundation Stéphane Bern pour l'Histoire et le Patrimoine, French Institute

Housed by European Committee of the Regions

2018 EUROPEAN YEAR OF CULTURAL HERITAGE #EuropeForCulture

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Mesurer les retombées positives des demeures historiques privées en Europe
- Analyser les modèles entrepreneuriaux innovants
- Créer des outils pour soutenir les propriétaires dans la préservation des demeures historiques privées
- Sensibiliser les citoyens au secteur des

demeures historiques privées

- Emettre des recommandations auprès des institutions européennes visant à libérer les potentialités du secteur

La participation de propriétaires de demeures historiques contribuera à **une nouvelle étude européenne**, une grande première ! Evaluant la contribution du secteur à l'Europe, elle contribuera à **bâtir l'hé-**



Ledreborg, Danemark

ritage de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018 – et sera un outil majeur pour notre lobby dans le futur.

Nous développerons également des outils spécifiques pour les propriétaires de ces demeures et domaines afin de les soutenir dans le développement et la mise en œuvre de modèles entrepreneuriaux innovants. Nous mettrons en valeur et circulerons l'innovation auprès des gestionnaires de demeures historiques afin de renforcer leur compétences et leurs aptitudes. Les gestionnaires sont au cœur de ce projet.

C'est pourquoi nous avons besoin que vous – propriétaires et gestionnaires – participiez pleinement à ce projet ! Nous lancerons un sondage, qui contribuera à l'étude finale, afin d'avoir une vision claire du secteur. Participez ! Joignez-vous également à nous pour la Conférence finale, en septembre 2019, durant laquelle nous présenterons l'étude, mettant en lumière ses principaux résultats et recommandations. Cet événement sera l'occasion d'échanger avec d'autres gestionnaires, avec les industries culturelles et créatives, politiques et scientifiques. Venez partager vos connaissances avec d'autres gestionnaires, et échanger avec des politiciens et parties-prenantes.

Lancé en juillet dernier avec la Commission européenne, la prochaine étape de ce projet est d'organiser un premier workshop afin de recenser le savoir des gestionnaires de demeures historiques. Il est organisé en parallèle de la **Conférence annuelle de l'Association européenne des demeures historiques le 6 novembre, 2018**, (de 14h30 à 18h00) au Comité des régions. Sur le thème **'Soutenir l'entreprenariat durable pour les demeures historiques pri-**

vées', elle mettra en valeur le rôle crucial des entrepreneurs privés dans la préservation du patrimoine européen. Elle sera ouverte par la Directrice générale de la Direction générale pour l'éducation, la jeunesse, le sport et la culture, Themis CHRISTOPHIDOU.

Si vous souhaitez vous joindre à nous, inscrivez-vous : <https://www.eventbrite.co.uk/e/enhancing-sustainable-entrepreneurship-for-private-heritage-houses-eych-2018-tickets-50728259590>.



European Union
Directorate General
Directorate Culture and Creativity
Creative Europe Unit

Disclaimer : This document has been prepared for the European Commission however it reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Aidez-nous à libérer le potentiel de notre secteur. Impliquez-vous dans le projet ! Nous avons besoin des demeures historiques familiales pour transformer ce projet en réel succès, qui aura un impact concret à long terme pour tout le secteur. Contribuez à construire l'héritage de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018 !

ENTREZ EN CONTACT AVEC NOUS.

Vous êtes intéressé par le projet ?
Contactez-nous au mail suivant marie.orban@elo.org.
Suivez nous également sur les réseaux sociaux pour des mises à jour régulières sur le projet & sur nos autres activités !

European Historic Houses Association



European Historic Houses Association



@EHHA2016#EuropeForCulture



www.europeanhistorichouses.eu



info@europeanhistorichouses.eu



@europeanhistorichouses

European Landowners' Organization



www.facebook.com/europeanlandowners/



@EULandownersOrg



www.europeanlandowners.org

Renouvellement des générations dans l'agriculture : Réseau rural national irlandais : étude de cas relative à un jeune agriculteur formé

Soutenir les jeunes agriculteurs qui souhaitent intégrer le secteur agricole ou améliorer leurs exploitations agricoles est une priorité essentielle du programme de développement rural (PDR) de l'Irlande 2014-2020. Dans l'ensemble de l'UE, de telles mesures visant à stimuler le renouvellement des générations dans l'agriculture sont de plus en plus considérées comme essentielles à la survie, à la pérennité et à la prospérité future de l'industrie agroalimentaire, au modèle de ferme familiale traditionnelle et à la durabilité plus large de la société rurale.

Dr. Shane CONWAY, Rural Research Cluster, NUI Galway



National Rural Network

Le Réseau rural national irlandais (NRN) est une composante du PDR d'Irlande 2014-2020, dirigé par le 'Irish Rural Link' en partenariat avec The Wheel, Philip Farrelly & Co. et NUI Galway. Le Dr Ma-
ra FARRELL et le Dr Shane CONWAY, membres du groupe rural 'Discipline of Geography' à NUI Galway, sont des chercheurs de pointe du consortium NRN.

Le Docteur CONWAY explique « *qu'un des objectifs clés du NRN est de promouvoir des initiatives novatrices pouvant aider les habitants de la communauté agricole et des zones rurales à maximiser le succès des objectifs énoncés dans le PDR 2014-2020* ». Une étude de cas récente sur les « jeunes agriculteurs formés » réalisée par l'équipe du NRN à NUI Galway avec un agriculteur âgé de 28 ans, Leo MORRISSEY, de Garrafine, Ballymacward, Ballinasloe, comté



Leo MORRISSEY

de Galway, illustre bien la manière dont le NRN communique les opportunités et les résultats du PDR aux parties prenantes concernées.

Dans le cas de Leo, il a réussi son transfert de ferme avec ses parents et son frère John après avoir obtenu un certificat de niveau 6 en agriculture (certificat vert). Sa progression dans l'agriculture au cours des trois dernières années est une histoire inspirante qui peut aider et encourager d'autres jeunes agriculteurs irlandais à s'engager activement dans les divers programmes et aides disponibles dans le cadre du Programme de développement rural actuel.

Leo explique : « *En janvier 2015, mes parents, mon frère et moi nous sommes assis autour de la table de la cuisine pour discuter de l'avenir de la ferme familiale. La première phrase qui ressortait de ma bouche et qui résumait mes propres sentiments était la suivante 'Quand je voudrais prendre ma retraite ou transmettre mes avoirs, je ferai tout ce que je veux, alors si vous voulez tous les deux vendre et faire ce que vous voulez, cela dépend entièrement de vous et cela ne me dérange pas'. Bien sûr, je savais que cela ne se produirait jamais, mais je voulais simplement que soit pré-*

sé que rien ne m'était dû, ce qui, à mon avis, facilitait tout le processus. La division de la ferme a été organisée de la meilleure manière pour garder une communication honnête pour la suite entre tous les membres de la famille. (...) L'annonce de la réserve nationale a également été d'une grande aide pour le calcul du processus et, heureusement, John et moi-même étions qualifiés pour cela ».

Leo et son frère ont décidé de ne pas recourir au programme de subventions pour l'agriculture collaborative (mesure 16 du programme de développement rural de l'Irlande 2014-2020) pour enregistrer un partenariat agricole, principalement en raison du profil d'âge de leurs parents au moment du transfert, ainsi que le fait que les finances de la ferme étaient en ordre dès le départ pour leur permettre d'avoir des exploitations distinctes. Le programme de subventions à l'agriculture collaborative a été introduit pour encourager les agriculteurs qui établissent des partenariats agricoles à adopter les meilleures pratiques en faisant appel à des experts pour la rédaction de l'accord du partenariat agricole. La subvention vise à couvrir une partie des coûts des services juridiques, financiers et de conseil engagés.

Telemak®
webcast
streaming
video services

Contact:
Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com



Dr. Shane CONWAY, Leo MORRISSEY

Leo explique que « les fondements exceptionnels posés par mes parents nous ont beaucoup aidés, à John et à moi, à créer notre propre entreprise agricole indépendante, ce qui nous a également procuré un nouvel élan d'enthousiasme. Je pense que la subvention d'encadrement collaboratif est une bonne option pour les agriculteurs à plus grande échelle, ou les agriculteurs qui sont encore relativement jeunes et peuvent avoir un successeur désireux de s'impliquer dans l'entreprise agricole familiale. Et bien sûr, cela peut aussi être une nécessité dans certains cas, surtout si les générations plus âgées dépendent toujours financièrement de la ferme ». La constitution d'un partenariat agricole enregistré comporte d'autres avantages, notamment l'allègement préférentiel des stocks et la garantie que les membres de tous les partenariats enregistrés sont pleinement pris en compte dans la mise en œuvre des mécanismes de la PAC.

Selon le Dr Shane CONWAY, les accords agricoles collaboratifs tels que les accords de partenariat agricole ont le potentiel de 'cocher toutes les cases' en ce qui concerne la stratégie idéale de facilitation du transfert des exploitations familiales, car ils permettent aux jeunes agriculteurs ambitieux de devenir des partenaires officiels dans le secteur agricole, tout en permettant également aux générations plus âgées de rester activement engagées dans l'agriculture, étant donné qu'ils continuent à fournir des conseils et de partager leur connaissance contribuant de façon inestimables dans le développement futur de la ferme.

La prochaine étape du processus consistait à établir la taille du troupeau de Leo,

en plus de discussions en cours avec son conseiller en agriculture et le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Marine. Leo a expliqué : « J'ai alors postulé pour un nouveau numéro de troupeau, acheté des stocks à discuter avec mon conseiller agricole au sujet de mon régime de paiement de base. Dans l'ensemble, le processus était simple, avec de bons conseils juridiques et des membres de la famille ouverts d'esprit qui étaient essentiels à une transition en douceur. J'ai trouvé que mes relations avec le ministère de l'Agriculture étaient informatives et simples. Tout le personnel du département auquel j'ai parlé a été efficace et a beaucoup aidé à mon entrée dans l'agriculture en tant que 'jeune agriculteur formé' dans le cadre du régime de paiement de base de la réserve nationale et du Programme pour jeunes agriculteurs ».

Leo a également profité du financement sous forme de subventions mis à sa disposition dans le cadre du programme d'investissement dans le capital de 'TAMS II - Young Farmer' pour la création de son entreprise agricole. Le programme ciblant la modernisation de l'agriculture (TAMS II) a été lancé dans le cadre du PDR 2014-2020 en mai 2015 et est cofinancé par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). L'objectif est d'inciter les jeunes agriculteurs à moderniser leurs bâtiments agricoles et / ou d'acheter de l'équipement afin d'accroître la durabilité et l'efficacité de leurs exploitations. Ainsi, il s'agit de leur fournir un soutien accru pour faire face aux coûts en capital considérables liés à la création de leurs entreprises. Cette subvention contribuera à terme à améliorer les revenus des exploi-

tations individuelles et à renforcer la compétitivité du secteur agricole dans son ensemble.

Leo explique que « vers la fin de 2015, lorsque j'ai commencé à pratiquer l'agriculture indépendante, j'avais zéro stock, pas d'abris ou de machines, et une clôture minimale. J'ai eu la chance d'avoir mon territoire, ce qu'est la partie la plus difficile pour tout nouvel arrivant dans l'agriculture. Lorsque TAMS II a été annoncé, j'ai demandé environ 4000 mètres de clôture pour moutons ainsi que les passerelles associées. J'étais admissible à une subvention de 60% pour ce projet et j'ai l'impression que cela va constituer une base solide pour mon entreprise. J'ai trouvé le processus de demande simple, avec des documents concernant ma ferme et les qualifications soumises en ligne. Des fonctionnaires du ministère m'ont également contacté avec quelques questions, mais je suis heureux de dire que le projet a démarré sans aucun regret et j'espère qu'il sera terminé d'ici l'automne 2018. Bien que ce soit une dépense énorme en capital, compte tenu en particulier du fait que j'ai dû acheter tout le stock depuis le début, je pense toujours qu'après avoir fait le calcul et apprécié les avantages, il s'agit d'une excellente occasion saisie ».

Pour plus d'informations sur la viabilité et la compétitivité des exploitations agricoles en Irlande rurale et dans l'UE, veuillez consulter www.nationalruralnetwork.ie



www.facebook.com/ruralnetwork/



<https://twitter.com/ruralnetwork?lang=en>

SAVE THE DATE



FORUM FOR THE FUTURE OF AGRICULTURE

Where agriculture & environment meet for an open dialogue

Tuesday, April 9, 2019 – Square, Brussels
www.forumforagriculture.com

Agenda

6 novembre, Comité des Régions, Bruxelles

Conférence européenne des Demeures historiques européennes «Renforcer l'entrepreneuriat durable pour les maisons patrimoniales privées»

www.europeanhistorichouses.eu

12 - 16 novembre, Bruxelles

Semaine européenne des matières premières

<http://eurawmaterialsweek.eu/events.html>

14 - 15 novembre, Łysomice, Pologne

5e Congrès européen des responsables de l'agroalimentaire

www.kongresagrobiznesu.pl/ekma

20 novembre, Vienne, Autriche

Conférence FTP «Vision 2040 : le rôle futur de la bioéconomie forestière en Europe»

www.forestplatform.org

21 novembre, Bruxelles

Conférence sur l'innovation

www.elo.org

26 - 27 novembre, Bucarest, Roumanie

Assemblée générale d'ELO

www.elo.org

4 décembre, Bruxelles

Conférence annuelle sur la biodiversité,

suivie de la cérémonie de remise du 'Bee Award'

www.elo.org

6 - 7 décembre, Bruxelles

Conférence sur les perspectives agricoles de l'UE

https://ec.europa.eu/info/events/2018-eu-agricultural-outlook-conference-2018-dec-06_en

16

Let's increase our food supply without reducing theirs

the good growth plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com



syngenta



CountrySide

is a publication of the ELO in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille
Chief editor :
Emmanuelle Mikosz
Text editor :
Robert de Graeff, Branwen Miles

Communication & proof readers:
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

Back office:
Gabriela Pena, Alberto Hermosel

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org